

## Le SPD et la crise des réfugiés

*Depuis des mois, il n'est pas de sujet qui intéresse autant l'opinion publique allemande que l'arrivée massive des réfugiés. D'ici la fin de l'année, ils pourraient être près d'un million à rejoindre l'Allemagne. La fin de cet afflux n'est pas en vue. Alors que les causes de cet exil ne trouveront pas de solution rapide, on prévoit que les réfugiés auront des motifs supplémentaires de fuir leur pays d'origine – notamment en raison des conséquences du changement climatique.*

*Après une brève phase d'euphorie, la politique du gouvernement allemand a donc été fortement critiquée en Allemagne et à l'étranger : le processus migratoire ne serait pas suffisamment maîtrisé, il serait impossible d'intégrer un aussi grand nombre de réfugiés, le système européen de Schengen, que ces débordements auraient rendu absurde, serait de facto intenable, l'Allemagne aurait pris une décision unilatérale, alors qu'elle concernait l'Europe tout entière.*

*Les sociaux-démocrates allemands, partenaires au sein du gouvernement de coalition, partagent la décision d'accueillir les réfugiés et assument ainsi la responsabilité historique de l'Allemagne, qui est d'accorder l'asile à ceux qui fuient la guerre ou craignent les "persécutions du fait de leur race, leur religion, leur nationalité, leurs convictions politiques ou leur appartenance à un groupe social particulier", et qui, au titre de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, ont droit à la protection et à l'accueil.*

*La référence à cette convention ou aux dispositions de la Loi fondamentale (article 16 a) et du droit allemand ne décrivent toutefois que les obligations formelles de l'Allemagne, que tout gouvernement fédéral allemand se doit de respecter. Aujourd'hui, il est surtout important d'identifier les convictions politiques qui sous-tendent cette orientation, qu'il s'agit d'examiner, d'actualiser et de communiquer à la lumière de la situation présente. C'est la seule façon de rendre compréhensibles des décisions politiques d'une grande portée, dont les conséquences vont changer l'Allemagne, et de les faire accepter par la population. Même dans la communication vis-à-vis de nos partenaires européens, il est important de faire comprendre cette politique. C'est dans le cadre de cette démarche que nous présentons ci-dessous une résolution des sociaux-démocrates allemands sur la politique d'accueil des réfugiés en Allemagne, afin d'exposer et d'expliquer les principes qui fondent la position du SPD sur les décisions actuelles.*

---

**Stefan Dehnert** est directeur du bureau parisien de la Fondation Friedrich-Ebert.

Le 31 août 2015, la direction et le bureau fédéral du SPD ont adopté la résolution suivante relative à la politique à l'égard des réfugiés, qui n'a aujourd'hui rien perdu de sa valeur :

Face aux nouvelles quotidiennes des personnes qui traversent la Méditerranée, ou passent par la Turquie et les Balkans pour rejoindre l'Union européenne, l'Allemagne et l'Europe doivent relever un défi politique urgent. Des centaines de milliers, des millions de personnes des pays voisins du sud-est de l'Europe, du Proche-Orient et d'Afrique se sont lancées sur les routes, souvent au péril de leur vie. La mission que nous devons accomplir a une dimension bien plus grande que celle d'un défi administratif. Pour ces personnes qui arrivent ici, l'Europe est l'espoir d'un avenir meilleur. Elles y cherchent la liberté et la sécurité et espèrent vivre dans une société meilleure, dans laquelle la justice et la solidarité ne sont pas de vains mots. Les réfugiés comptent sur nos valeurs fondamentales ! Mais c'est notre devoir de montrer que la politique européenne est à la hauteur de ces valeurs fondamentales et en position de concrétiser cette haute ambition : protéger la dignité humaine et offrir un refuge aux persécutés. Par ailleurs, l'accueil des réfugiés représente également une chance que nous voulons saisir.

Dans notre pays et en Europe, on discute aujourd'hui de la bonne façon de relever ce grand défi. Si les appels au repli sur soi et au rejet des autres se font de plus en plus entendre, c'est à nous, sociaux-démocrates, qu'il incombe de rappeler précisément ces valeurs fondamentales sur lesquelles tant de

personnes en détresse fondent leurs espoirs, le regard tourné vers l'Europe. Ces valeurs sont aussi les valeurs fondamentales de la social-démocratie internationale : la liberté, la justice et la solidarité. Les personnes qui arrivent chez nous sont en quête de liberté, parce qu'elles subissent des persécutions ou craignent pour leur vie – et mettent cette même vie en péril pour arriver jusqu'ici. Nous avons besoin de plus de justice et d'équité à travers le monde, parce que l'objectif de la mondialisation n'est pas l'accumulation de richesse pour quelques-uns mais la justice pour tous. Nous aussi, nous ne pourrions préserver notre prospérité que si nous réapprenons à partager avec le reste du monde et si nous aidons les personnes à promouvoir la paix, la prospérité et la sécurité dans leurs pays d'origine. D'autre part, nous faisons déjà preuve de solidarité ici, chez nous, lorsque de nombreuses personnes s'engagent pour venir en aide aux réfugiés ou font des dons aux associations qui les soutiennent.

Notre manière d'agir, notre compréhension à l'égard de tous ceux qui viennent chez nous et la solidarité des aidants : voilà ce qui fait la force de la social-démocratie. C'est l'inverse du repli sur soi, du rejet de l'autre et des idées des droites radicales en Allemagne et en Europe.

Depuis plus d'un an, les sociaux-démocrates attirent l'attention sur le fait que le nombre croissant de réfugiés place l'Allemagne face à un défi toujours plus grand. Avec les ministres-présidents et les maires sociaux-démocrates de nombreuses villes, la direction du parti et le groupe parlementaire du parti au Bundestag ont fait des propositions sur les

moyens de gérer l'accueil et l'intégration des réfugiés en Allemagne. Nos propositions prévoient en particulier l'accélération des procédures, le soulagement financier des communes et des Länder ainsi que le développement de la politique d'intégration – depuis les cours de langues jusqu'à la formation professionnelle et la construction de logements.

**Nous voulons aider les personnes qui fuient la guerre et la guerre civile, la détresse et les persécutions et cherchent à protéger leurs enfants, nous voulons les aider et leur offrir un nouveau chez-eux.** C'est ce qu'exigent de nous la décence, l'humanisme et l'amour du prochain, et aussi, ne l'oublions pas, notre constitution. Si notre pays est une puissance économique, il est également rempli de compassion. Nous pouvons nous appuyer sur ces deux éléments.

On considère à présent qu'il pourrait y avoir cette année jusqu'à 800 000 personnes cherchant refuge en Europe ; 800 000 personnes en quête de protection, mais aussi de perspectives économiques en Allemagne (sans compter ceux qui les rejoindront par la suite dans le cadre du regroupement familial). Si la Commission européenne considère que, dans le cadre d'une répartition adéquate des réfugiés en Europe, l'Allemagne devrait accueillir environ 20% de ceux qui arrivent chaque année, sa part réelle se situe plutôt autour de 40% pour l'année 2015. Mais la vérité impose aussi de dire que des pays bien plus pauvres – comme le Liban ou la Jordanie, par exemple – supportent l'essentiel de la charge des flux de réfugiés. Le Liban, qui compte cinq millions d'habitants, a ainsi déjà accueilli 1,3 millions de réfugiés.

Même si tous ceux qui viennent chez nous – notamment en provenance des Balkans – ne remplissent pas les critères du droit d'asile ni les motifs humanitaires requis pour pouvoir rester, et même s'il est vrai que beaucoup d'entre eux devront rentrer dans leurs pays d'origine, il reste tout de même un nombre extraordinaire de personnes qui resteront durablement dans notre pays. On voit à présent à quel point il eut été important de se préparer tôt à cette situation, plutôt que de reporter sans cesse nos propositions, de "sommet des réfugiés" en "sommet des réfugiés". En effet, cette situation n'est pas prête de changer, compte tenu de la situation catastrophique dans certains pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord. Redisons-le : l'Allemagne peut accueillir un grand nombre de réfugiés. Ce ne sera néanmoins possible qu'à la condition de modifier en profondeur notre politique en matière d'accueil et d'intégration. A cet égard, nous devons remplir un triple objectif:

**L'intégration des personnes qui viennent chercher refuge chez nous et qui souhaitent trouver ici un nouveau chez-eux, pour eux-mêmes et pour leurs enfants.** Ils ne doivent pas seulement trouver leurs marques ici mais faire partie de notre société. Pour ce faire, bien des choses vont changer dans la vie de ces immigrants. Cette intégration réussira d'autant plus rapidement et facilement que nous saurons les accueillir, les aider et leur témoigner notre amitié, en faisant preuve d'ouverture d'esprit et d'attention. Les règles doivent être justes et comprises par tous. En effet, le pays réussira à intégrer les réfugiés que s'il explique aussi le plus tôt possible à ceux dont les motifs de départ de leur pays

ne relèvent pas du droit d'asile que le chemin qu'ils empruntent ne pourra durablement les mener jusqu'à l'Allemagne.

**L'intégration et la cohésion de la société allemande.** Même si nous vivons actuellement en Allemagne une formidable vague de solidarité et de générosité, pour laquelle nous n'exprimerons jamais assez notre reconnaissance, nous risquons de faire face à des tensions sociales et culturelles. Nous devons veiller à la cohésion de toute notre société – notamment afin de ne pas offrir de terrain propice à la propagande de l'extrême droite. Accueillir un nombre aussi important de migrants issus de cultures parfois différentes ne se fera pas sans le moindre conflit. Nous devons en parler franchement et nous y préparer. Dans un contexte où nos villes doivent par exemple utiliser de plus en plus leurs capacités financières pour organiser l'hébergement des réfugiés alors que les travaux de rénovations urgents dans les crèches et les écoles ne sont pas réalisés, ou lorsque la concurrence se fait de plus en plus rude pour l'obtention de logements à des prix abordables, les tensions sociales sont programmées d'avance. La disposition de la population allemande à accueillir les réfugiés dépendra de notre capacité à parler autant que possible de ces questions de manière franche et ouverte et à prendre le plus tôt possible des mesures pour éviter ces conflits potentiels ou du moins en contenir l'évolution, soutenir les communes, créer suffisamment de places dans les crèches et dans les écoles et produire suffisamment de logements pour tous à des prix abordables.

**L'intégration et la cohésion de l'Europe :** Le flux de réfugiés vers l'Europe et les raisons de leur exil, dans le monde arabe et dans certaines parties d'Afrique, constituent peut-être pour l'Europe un défi plus grand que celui de la crise de l'euro au cours des dernières années. Si l'Europe ne parvient pas à adopter une politique commune et humaine à l'égard des réfugiés, nous risquons de perdre bien plus que de l'argent : nous risquons de perdre notre humanisme et les valeurs communes qui fondent l'Europe. Et ce n'est pas tout : l'Italie, la Grèce, ou la Macédoine actuellement, font face à des problèmes dramatiques pour l'accueil des réfugiés. Pendant que le riche continent européen semble être parti en vacances, l'Organisation des Nations Unies doit organiser les opérations d'aide dans ces pays alors que d'autres régions du monde bien plus pauvres auraient bien davantage besoin de son aide. La construction européenne est plus qu'une communauté réduite aux acquêts, à laquelle on ne participe que pour en retirer des avantages économiques et financiers mais qu'on se contente de regarder passivement lorsque les choses se compliquent. Les fondements de l'Europe, ce sont les valeurs des Lumières et de l'humanité. L'idée européenne vit de l'expérience concrète de la solidarité. Pour l'Union européenne, c'est le moment d'en faire la démonstration.

**Nous, les sociaux-démocrates, allons assumer cette triple mission d'intégration et de cohésion ; en Allemagne, et en Europe également.**

Nous ne sous-estimons pas les conflits qui peuvent naître de l'arrivée d'un nombre très

élevé de migrants dans un temps très court. Si l'on veut pouvoir accorder durablement l'asile à un grand nombre de personnes persécutées, il faut dans le même temps amener les personnes qui n'ont pas à craindre les persécutions, ni la guerre, ni la guerre civile à retourner dans leur pays. Toutefois, l'humanité et la compréhension doivent également guider notre action dans ce domaine. En effet, qui d'entre nous ne serait pas prêt à se lancer sur les routes pour permettre à ses enfants d'accéder à un avenir meilleur, si nous étions contraints de vivre dans des conditions aussi désespérantes que celles que subissent de nombreux membres de la communauté des Roms dans certains pays du sud-est de l'Europe ? Le distinguo méprisant selon lequel il ne s'agit là "que de réfugiés économiques" est parfaitement déplacé.

Nous devrions au contraire accorder aux citoyens des Etats des Balkans la possibilité d'obtenir un visa de travail s'ils sont en mesure de présenter un contrat de travail répondant aux normes sociales minimales en vigueur en Allemagne.

Nous ouvririons ainsi un accès légal à l'Europe et diminuerions d'autant le recours, vain dans la plupart des cas, à des demandes d'asile. Du travail et une formation plutôt que l'asile, voilà la bonne réponse. Pour mieux maîtriser l'immigration dans son ensemble, nous devons créer une loi moderne sur l'immigration et développer une stratégie concertée en matière d'immigration à l'échelle européenne.

Le SPD s'engage sur les objectifs concrets suivants :

1. Nous devons d'abord mettre en place un accueil humain et sûr pour tous les réfugiés en Allemagne. Que les personnes obtiennent ou non le droit d'asile par la suite : chaque personne qui arrive en Allemagne a besoin d'un hébergement et d'une prise en charge appropriés. Les hébergements provisoires ne doivent pas devenir des solutions permanentes. Dans l'un des pays les plus riches du monde, il faut organiser une prise en charge médicale appropriée sur le long terme. [...]
2. Une fois l'enregistrement des réfugiés effectué, rien n'est plus important qu'une décision rapide sur le statut régissant leur séjour. Les ressortissants de quelques pays (notamment la Syrie) obtiendront presque avec certitude la reconnaissance du statut de réfugié. L'examen d'autres pays conduit presque aussi assurément au rejet des demandes d'asile. Le fait que les uns et les autres doivent attendre pendant des mois, voire parfois des années, pour obtenir une décision, est la preuve que quelque chose ne fonctionne pas dans notre système. Il faut donc parvenir à clarifier le statut juridique des migrants dès leur enregistrement dans les centres d'accueil et entreprendre ensuite sans délai le logement décentralisé des demandeurs d'asile reconnus ou tolérés – et faire en sorte que ceux dont les demandes ont été rejetées retournent rapidement dans leurs pays d'origine. [...]

3. Les villes et les communes sont le lieu le plus important à la fois pour l'intégration des réfugiés et pour la cohésion de notre société – elles ont besoin d'une aide immédiate ! Nos communes font des efforts considérables, mais elles ne peuvent plus guère assumer leurs missions en matière d'intégration – créer des places dans les crèches et les écoles, construire des logements, élaborer des offres sociales et culturelles et ouvrir leurs communautés locales aux migrants – si elles doivent déployer tous leurs moyens financiers pour couvrir les frais d'hébergement et de prise en charge des réfugiés. Il en va de même pour les Länder et les missions qui leur incombent. L'Etat fédéral doit donc soulager les Länder et les communes de la charge financière que représente l'accueil des réfugiés. Il doit le faire de façon complète, durable et structurelle. [...]

4. Une fois réussis le premier accueil et la fourniture d'un hébergement sûr, viennent les véritables missions d'intégration dans notre société :

- La mise en place d'une prise en charge médicale digne en particulier pour les personnes persécutées et traumatisées. [...]

- L'aide pour les mineurs non accompagnés. [...]

- La prise en compte des difficultés particulières des femmes voyageant seules et des femmes voyageant avec leurs enfants. [...]

- L'apprentissage de la langue le plus tôt possible après l'arrivée. [...]

- La qualification, en particulier via un certificat de fin de scolarité, la formation continue dans le métier appris, la formation professionnelle initiale avec le droit de la mener à son terme en Allemagne, quel que soit au final le statut accordé à chacun au regard du droit de séjour. [...]

- L'intégration sur le marché du travail. [...]

- La construction de logements, pour créer sans attendre des logements à des prix abordables, pas seulement pour les réfugiés, mais pour toutes les personnes qui recherchent en Allemagne un logement abordable. [...]

- Enfin : le soutien aux initiatives bénévoles en faveur de l'intégration culturelle. [...]

Tout cela va nécessiter des efforts financiers considérables. En effet, rien que les prestations obligatoires en vertu du code de la protection sociale pour les personnes appelées à rester durablement et qui n'ont pas encore trouvé de travail, mais aussi les mesures urgentes nécessaires en faveur de l'intégration sur le marché du travail ou la construction de logements vont entraîner des dépenses supplémentaires qui se chiffreront en milliards d'euros par an.

A cela s'ajoutent les **efforts financiers que vont devoir consentir les Länder pour les crèches, les écoles et également la police**, dans la mesure où la protection des centres d'accueil de réfugiés est également une mission de l'Etat, au même titre que la protection de tous les citoyens contre la criminalité. **Nous ne devons laisser aucun espace aux agitateurs xénophobes et à l'extrême droite.** Les at-

taques que subissent actuellement des centres d'hébergement de réfugiés montrent que la menace de l'extrême droite ne faiblit pas. Nous devons apporter un soutien renforcé et durable aux personnes qui s'engagent sur le terrain, faire le travail pédagogique de prévention et d'éducation politique contre les stéréotypes et les propos racistes et mettre en place et développer les centres d'informations au sein de la société civile ; il est également nécessaire de soutenir davantage les mesures prises pour lutter contre le racisme sur internet et dans les nouveaux médias et d'aider les projets de prévention. Les réseaux et les équipes mobiles de conseil et de soutien aux victimes d'actes de violence liés à l'extrême droite doivent être étendus.

1. Si nous prenons à bras le corps ce défi d'ampleur nationale, l'Allemagne peut faire beaucoup de choses - notamment accueillir un grand nombre de réfugiés. Pour autant, cela ne nous dispense pas de développer **une politique commune à l'égard des réfugiés en Europe**, qui doit être équitable et humaine. Au contraire, si la pression migratoire s'accroît dans quelques pays tandis que les autres partenaires européens préfèrent regarder ailleurs, l'Europe mettra en péril l'une de ses principales conquêtes des dernières années : l'ouverture des frontières. C'est pour cette raison que l'objectif de la politique allemande doit consister à être, avec la France, le moteur d'une politique commune à l'égard des réfugiés. Nous devons veiller à ce que le "régime d'asile européen commun" n'existe plus seulement sur le papier et continue à se développer. Beaucoup de personnes ne savent même

pas que le droit des réfugiés est quasiment le même dans toute l'UE. Néanmoins, la réalité pratique est très éloignée de cette harmonisation théorique.

2. Enfin : l'Europe a besoin d'un nouvel élan dans la **lutte contre les causes de l'exil**. L'Allemagne doit montrer l'exemple en proposant de nouvelles initiatives en matière de politique étrangère et de sécurité. Cela commence par les pays d'Europe eux-mêmes. Il n'est pas concevable que des ressortissants d'Etats membres de l'Union européenne se sentent à ce point exclus et victimes de discrimination dans leurs pays d'origine qu'ils n'ont plus d'autre issue que de partir à l'étranger. Ainsi, l'Union européenne ne doit pas rester sans réaction face à la discrimination que subissent les Roms dans les pays désireux d'entrer dans l'UE, ni tolérer la corruption, les mauvaises pratiques de gouvernement ou les perspectives déplorables d'éducation et d'ascension sociale. L'Europe doit dépasser son intérêt exclusif pour le marché intérieur et redevenir une communauté dont la politique a pour objectif pratique d'offrir à ses citoyens de meilleures conditions de vie, une protection sociale et la garantie de la justice pour tous. Les réseaux criminels de trafiquants et de passeurs, qui s'enrichissent sans scrupules sur la misère des personnes en quête de protection, doivent aussi être démantelés et les criminels poursuivis.

Cependant, nous ne devons pas limiter la redéfinition de la politique de l'Union européenne au niveau de sa zone intérieure et de son voisinage immédiat. La guerre et la

guerre civile, la pauvreté et les régimes répressifs qui n'offrent à leurs citoyens aucune perspective de vie équitable sont les causes des grands mouvements migratoires actuels. Seule, l'Allemagne peut entreprendre un certain nombre de choses, mais cela ne suffira pas. C'est ensemble, avec nos partenaires européens, que nous pourrons contribuer efficacement à lutter contre les causes de l'exil : en favorisant la coopération régionale et en investissant dans les infrastructures et le développement économique des pays respectueux des principes de la bonne gouvernance. Pour ce faire, les sociaux-démocrates européens doivent définir des idées communes pour l'Europe. L'Union européenne devra aussi faire en sorte que sa politique en matière d'association et d'échanges commerciaux tienne à l'avenir davantage compte de ses conséquences économiques, sociales et humanitaires – notamment dans le contexte des flux actuels de réfugiés.

Face aux nombreux défis que nous devons relever actuellement, nous ne disposons pas de solution clé en main susceptible de produire ses effets du jour au lendemain. Nous connaissons aussi des conflits et subissons des revers. Et pourtant, qui, sinon le SPD et la social-démocratie européenne, pourra s'atteler à la triple mission de l'intégration – l'accueil des réfugiés dans la dignité, la cohésion sociale de notre pays et une politique européenne solidaire, afin de protéger les personnes qui cherchent refuge chez nous et lutter contre les causes de leur exil ? Depuis 152 ans, la liberté, la justice, la paix et la solidarité ne sont pas pour nous des objectifs nationaux, mais universels et internationaux.

**Dans la tradition de Willy Brandt et Egon Bahr, nous assumerons cette mission.**

---

Traduction de la résolution du SPD :

[https://www3.spd.de/presse/Pressemitteilung/en/130198/20150831\\_beschluss\\_fluechtlingspolitik.html](https://www3.spd.de/presse/Pressemitteilung/en/130198/20150831_beschluss_fluechtlingspolitik.html)

---

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

Responsable de la publication : Stefan Dehnert, directeur du bureau parisien de la FES.